

Colloque AFSP/ASSP

Regards croisés sur l'extrémisme politique de droite en Europe  
aujourd'hui

Paris, 16-17 septembre 2004

**« Militer à l'extrême droite. Questions de recherche à partir du cas suisse »**

Alexandre Dézé (Institut d'Etudes Politiques de Paris / CRAPUL)  
Olivier Fillieule (Université de Lausanne / CRAPUL et Université de Paris I, CRPS)

Faibles et épars il y a encore une vingtaine d'années, les partis national-populistes, d'extrême droite, de droite radicale ou de droite populiste, pour reprendre les principales terminologies en vigueur (Kitschelt et MacGann, 1995 ; Mudde, 1996 ; Backes, 2001 ; Ignazi, 2003 ; Betz, 2004), relèvent aujourd'hui de « l'effrayante normalité de nombre de démocraties libérales » (Minkenberg, 2001 : 385). Là où ils ne participent pas aux gouvernements nationaux<sup>1</sup>, ils obtiennent des scores électoraux particulièrement élevés<sup>2</sup>, défiant les rapports de force habituels. Le succès rencontré par ces partis a suscité un vif intérêt académique et engendré une littérature pléthorique. On connaît de fait assez bien les conditions socio-économiques, politiques et culturelles d'émergence de ces partis (Ignazi, 1994 ; Betz, 1994 ; Kitschelt et Mc Gann, 1995 ; Minkenberg, 1998), les traditions historiques dans lesquelles ils s'inscrivent (Milza, 2002), les étapes de leur implantation (cf., entre autres : Hainsworth 2000 ; Schain, Zolberg, Hossay 2002 ; Ignazi, 2003 ; Merkl et Weinberg, 2003 ; Blaise et Moreau, 2004)<sup>3</sup>, la sociologie de leur électorat (par exemple : Perrineau 1997 ; Ivaldi 2001 ; Mayer 2002 ; Ivaldi et Evans, 2002<sup>4</sup>). Les

---

<sup>1</sup> En février 2000, le Freiheitliche Partei Österreichs (FPÖ) fait son entrée dans le gouvernement autrichien au côté de l'ÖVP après avoir remporté 26,9 % des voix lors des élections nationales de 1999. Susann Riess-Passer devient vice-chancelière et le parti de Jörg Haider obtient six portefeuilles ministériels. Bien que profondément affaibli par une intense crise interne et une participation gouvernementale qui lui a coûté son potentiel protestataire (6,1 % des voix aux élections européennes de 2004), le FPÖ fait toujours partie de la coalition gouvernementale, reconduite au lendemain des élections de 2003. Aux Pays-Bas, le programme de la Liste Pim Fortuyn (LPF) recueille en mai 2002 le soutien de près de 17% des électeurs. Devenant la deuxième formation du pays quelques mois seulement après avoir fait son apparition sur la scène politique néerlandaise, la LPF entre à son tour dans un gouvernement démocratique européen aux côtés des chrétiens démocrates (CDA) et des libéraux (VVD). La formation du défunt Pim Fortuyn prend la charge des ministères de la Santé et de l'Economie. En Suisse, l'Union démocratique du centre, qui participe au gouvernement dans le cadre de la « formule magique », entre à partir du début des années 1990 dans une phase de radicalisation politique. Mettant l'accent sur plusieurs thèmes empruntés au corpus classique de la droite populiste anti-système, le parti dirigé par Christophe Blocher arrive en tête des élections au Conseil national d'octobre 1999 (22,5% des voix), remportant 44 sièges sur 200, une performance renouvelée en octobre 2003. A partir de mai 2001, enfin, la Lega Nord de Umberto Bossi participe pour la deuxième fois au gouvernement dirigé par Silvio Berlusconi, au côté d'un MSI renoué, l'Alleanza-nazionale-MSI, qui affiche désormais un programme plus ou moins similaire à celui des partis de la droite conservatrice en Europe mais dont la base reste encore assez attachée à l'héritage fasciste. L'AN-MSI obtient quatre ministères, la Lega, trois, tandis que Gianfranco Fini devient vice-président du Conseil.

<sup>2</sup> Pour ne citer ici que les résultats les plus importants recueillis par ces partis au cours de ces dernières années : 17,6 % pour le Front national de Jean-Marie Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle de 2002 ; 24,1% pour le Vlaams Blok en Flandre aux élections régionales de 2004 ; 12% pour le Dansk Folkparti danois de Pia Kjaersgaard aux élections législatives de 2001 ; 14,7% pour le Fremskrittspartiet norvégien de Carl Ivan Hagen aux élections nationales de 2001. Seules l'Espagne, où l'extrême droite maintient des positions catholiques intégristes, réactionnaires et passistes qui ne rencontrent que peu d'écho dans l'électorat, la Grande-Bretagne, où le mode de scrutin à un tour limite l'accès à la représentation des petits partis (bien que le British National Party, en se rapprochant du style et de la stratégie du Front national français, ait dernièrement enregistré une légère progression au niveau local), l'Islande, où le nationalisme est traditionnellement porté par la gauche, et la Grèce, où les positions nationalistes sont représentées par la droite conservatrice et par le PASOK socialiste, ne sont pas concernées par ce phénomène. Cf. sur ce point Camus (1998) et, pour un tableau plus récent, Blaise et Moreau (2004).

<sup>3</sup> Pour ne citer ici que quelques ouvrages parmi les plus récents offrant une vision d'ensemble du panorama de l'extrême droite.

<sup>4</sup> Cf. à cet égard l'enquête comparative en cours réalisée sous la direction de Gilles Ivaldi et Jocelyn Evans au sein de l'EREPS (Extreme Right Electorates and Party Success). Sources : [http://lecap.upmf-grenoble.fr/cidsp/equipe/fiche\\_ivaldi.htm](http://lecap.upmf-grenoble.fr/cidsp/equipe/fiche_ivaldi.htm)

développements récents de la recherche ont par ailleurs permis de mieux cerner leur idéologie (Gardberg, 1996 ; Mudde, 2000 ; Poirier, 2002) ou leurs rapports avec le système politique démocratique (Ivaldi, 1998 ; Mazzoleni, 1999 ; Schain, 2001 ; Eatwell et Mudde, 2004a). La recherche achoppe cependant encore sur un certain nombre d'écueils, telle que l'absence persistante de consensus taxinomique, le caractère globalement non cumulatif des travaux, ou encore la faiblesse, de plus en plus relative il est vrai, des études strictement comparatives. Certaines dimensions demeurent en outre peu explorées : les formations d'extrême droite, en tant qu'*organisations partisans*, n'ont, par exemple, guère intéressé jusqu'à présent les observateurs du phénomène extrême droitier (Birenbaum, 1992 ; Tarchi, 1997 ; Ignazi, 1998). De la même manière, les motivations, le profil et les activités de ceux qui s'engagent dans ces partis restent, à quelques travaux près, peu étudiés.

Ce constat s'applique tout particulièrement au cas de la Suisse et se trouve en partie à l'origine d'une recherche collective en cours, financée par le Fonds national suisse, sur *Les valeurs et les engagements populistes en Suisse*<sup>5</sup>. Notre communication a pour vocation de présenter le volet « militance » de cette recherche<sup>6</sup>, plus particulièrement centré sur l'examen des logiques d'engagement individuel au sein de l'Union démocratique du centre (UDC)<sup>7</sup> devenue, depuis les élections au Conseil national d'octobre 1999 (22,5 % des suffrages exprimés), la première force politique suisse – une position confirmée et renforcée lors du scrutin d'octobre 2003 : 26,7 % des suffrages exprimés, 55 sièges au Parlement fédéral (Girod, 2004 : 414-415). En raison de la date récente de mise en oeuvre de ce projet, nous nous proposons plus précisément ici d'établir un bilan critique des principaux travaux sur l'extrémisme de droite en Suisse et sur le militantisme d'extrême droite, et d'offrir à discussion certains des attendus théoriques et méthodologiques de notre recherche.

---

<sup>5</sup> Programme National de Recherche 40 « Right-wing Extremism. Causes and Counter Measures » (cf. <http://www.snf.ch>).

<sup>6</sup> Pour une présentation de l'autre volet de cette recherche, se reporter à la communication, dans ce colloque, de : Oscar Mazzoleni, Cécile Péchu et Maurizio Masulin : « L'analyse des déterminants du vote et de la préférence partisane pour l'Union Démocratique du Centre ». Voir également, sur les questions de méthode liées à la difficulté du terrain, la communication de Michaël Girod et Philippe Gottraux : « Accéder à des terrains d'enquêtes socialement "illégitimes" et réputés difficiles : état des lieux des modes d'approches possibles de l'"extrême-droite" ».

<sup>7</sup> En allemand : Schweizerischen Volkspartei (SVP), littéralement Parti du peuple suisse.

## 1. La recherche sur l'extrémisme de droite en Suisse<sup>8</sup>

Comme le remarque à juste titre Oscar Mazzoleni (1999 : 79), « l'étude des mouvements et des organisations politiques populistes et d'extrême droite en Suisse ne s'est constituée en problématique de recherche que dans le courant de ces dernières années ». Epousant, comme ailleurs, la conjoncture liée à l'évolution de ces mouvements (Von Beyme, 1988 ; Minkenberg, 2001 : 386 ; Husbands, 2002), la recherche s'est en effet surtout développée à partir du début des années 1990, au lendemain du « nouveau Printemps des Fronts » (Frischknecht, 1991 ; Altermatt et Skenderovic, 1998 : 342), et s'est nettement intensifiée depuis que le parti de Christophe Blocher s'est radicalisé pour se rapprocher de la thématique défendue par les formations de l'extrême droite « postindustrielle » en Europe. Auparavant, la littérature sur l'extrême droite helvétique apparaît pour le moins limitée (Husbands, 1981 : 84) : composée pour l'essentiel d'enquêtes journalistiques (cf. Gentile, 1996 : 8)<sup>9</sup>, elle ne rassemble que quelques publications à vocation scientifique (Altermatt, 1982, 1986 ; Saint-Ouen, 1986) principalement dédiées aux formations du « mouvement contre l'emprise étrangère » des années 1970 (Action nationale/Démocrates suisses, Parti des Républicains et Vigilance) (cf. Mazzoleni, 2003a : 14-19). Si, en dépit de l'émergence du Parti des automobilistes<sup>10</sup>, fondé en 1985, et de la Lega dei Ticinesi, créé en 1991, on pouvait encore relever vers le milieu des années 1990 un « manque de connaissances » (Gentile, 1996 : 8) sur l'évolution récente de la droite radicale, cette lacune semble aujourd'hui relativement comblée.

On dispose tout d'abord d'une assez bonne connaissance des milieux de l'extrême droite extraparlamentaire, dont Urs Altermatt et Hanspeter Kriesi (1995), appuyés par une équipe de jeunes chercheurs, ont sans doute livré l'analyse la plus convaincante. A partir d'une approche typologique distinguant six composantes (fascistes traditionnels, Nouvelle droite, « Fronts », groupes nationaux-révolutionnaires, négationnistes et skinheads), ces auteurs dressent un panorama exhaustif d'une extrême droite qui se révèle certes active (organisation de meetings, publications diverses, actions violentes) mais fragmentée, peu structurée et numériquement faible. L'ouvrage offre également un examen attentif des formes conventionnelles et non conventionnelles de mobilisation de la droite radicale (extraparlamentaire et institutionnelle) entre 1984 et 1993, ainsi qu'une étude théorique et empirique des processus de radicalisation de l'extrême droite, correspondant à la vague de violences racistes qui surgit en Suisse au tournant

---

<sup>8</sup> Ce bilan a été grande partie élaboré en collaboration avec les membres de l'équipe impliqués dans le projet de recherche.

<sup>9</sup> En ce sens, la littérature est plutôt conforme à celle que l'on trouve, dans les années 1960 et 1970, sur l'extrême droite en Europe. Cf. Camus et Monzat (1992 : 24).

des années 1990. Si cette vue d'ensemble a pu, par la suite, être enrichie, actualisée ou complétée par les travaux de Pierre Gentile (1996), Eugenio d'Alesio (1997) et de Urs Altermatt et Damir Skenderovic (1998), c'est néanmoins sur la droite radicale « institutionnelle » helvétique que l'attention des observateurs s'est focalisée au cours de ces dernières années.

Les travaux qui s'y consacrent s'articulent globalement autour des mêmes centres d'intérêt que ceux animant la recherche sur l'extrême droite en Europe ; ils dénotent de fait également les mêmes « faiblesses ». Comme sur le plan international, l'étude de l'extrême droite et du populisme en Suisse n'a pas encore produit de définition communément admise du phénomène. D'une part, les efforts explicites de définition sont restés relativement rares jusqu'à une date récente (Altermatt et Kriesi, 1995 ; Gentile, 1996 ; Giugni et Passy 2001 ; Skenderovic, 2001 ; Mazzoleni, 2003a). D'autre part, les approches taxinomiques se sont fondées sur l'utilisation de concepts différents. Toutefois, depuis que l'UDC s'est radicalisée et que le succès électoral de ce parti a considérablement réduit le poids électoral et politique des petites formations de l'extrême droite « classique »<sup>11</sup> (cf. tableau 1), un certain consensus semble s'instaurer autour des notions de « droite populiste », de « droite radicale » ou de « national-populisme ». En Suisse, comme ailleurs, la pertinence du concept d'extrême droite pour désigner des formations devenues des acteurs à part entière du jeu démocratique et, pour certaines d'entre elles, des partis de gouvernement, est ainsi de plus en plus discutée<sup>12</sup>. Fondamentalement, l'UDC de Christophe Blocher ne peut être strictement comparée à des organisations telles que le Front national en France ou le Vlaams Blok en Flandre<sup>13</sup>. On y relève certes un nombre substantiel de points communs : rhétorique national-populiste, argumentaire xénophobe et identitaire, attitude anti-système, déclarations et campagnes outrancières<sup>14</sup>, leader charismatique. Mais il est également vrai que l'UDC reste étrangère à la tradition du fascisme historique, qu'elle maintient un courant interne prônant une politique pragmatique (courant certes minoritaire sur le plan national, mais dont le poids politique reste important au niveau local, tout du moins dans certains cantons), et qu'elle participe depuis plusieurs décennies au gouvernement helvétique.

Au-delà de ces problématiques taxinomiques, la recherche sur l'extrémisme de droite en Suisse est riche de plusieurs apports. L'émergence de la Lega dei Ticinesi et le succès retentissant de l'UDC ont été tout d'abord l'occasion d'une mise en perspective historique de la droite

---

<sup>10</sup> Sur ce parti, cf. notamment Joly (1991).

<sup>11</sup> Sur le classement de l'Action nationale/Démocrates suisses dans la « famille politique » de l'extrême droite, cf. Ignazi (1992).

<sup>12</sup> Pour un aperçu de ce débat, cf. Mudde (2000), Ignazi (2003), Dézé (2004a).

<sup>13</sup> Pour une présentation et une analyse comparées de ces deux partis, cf. Ivaldi et Swingedouw (2001), Dézé (2004b).

<sup>14</sup> Cf., par exemple, la campagne de l'UDC pour les élections de 2003, au cours de laquelle le parti de Christophe Blocher a publié une affiche montrant un homme à la mine maussade, aux traits distinctement africains, un anneau

radicale ou national-populiste en Suisse (Gentile et Kriesi, 1998 ; Husbands, 2000 ; Skenderovic, 2001 ; Mazzoleni, 2003a). Ces analyses ont également permis de retracer l'itinéraire politique des partis, d'examiner leurs bases électorales, globalement conformes à celles des autres partis de la droite radicale en Europe, de mettre en relief leurs différences en termes d'idéologie et de programmes, d'examiner leur rapport avec le système politique suisse, mais également de souligner le processus par lequel certaines franges des partis politiques conservateurs gouvernementaux se sont rapprochés de thèmes généralement propres à l'extrême droite (tels que le rejet d'une politique migratoire jugée laxiste, l'appel à une politique d'ordre en matière d'insécurité ou le refus de l'intégration de la Suisse dans l'Europe).

Les succès remportés par les partis national-populistes suisses ont également donné lieu à de multiples tentatives d'explication de ce phénomène (Girod, 2001, 2004 ; Mazzoleni, 1995, 1999, 2003a, 2003b ; Betz , 1994, 2004). Damir Skenderovic (2001) insiste notamment dans son analyse sur la nécessité de reconsidérer le caractère « exceptionnel » de la Suisse : l'absence de tradition historique de type autoritaire ou anti-démocratique<sup>15</sup>, la faiblesse des organisations nazies durant l'entre-deux-guerres (à l'exception néanmoins des organisations implantées en Suisse alémanique<sup>16</sup>), les effets unificateurs du système consociatif, la forte capacité d'intégration du système de partis, des procédés de démocratie directe, conçus comme une « soupape de sécurité » politique (Armingeon, 1995 : 55-57 ; Helms, 1997 : 47), le respect de la diversité ethnique et culturelle des cantons et l'attachement de la population aux droits fondamentaux (Melich, 1991 ; Armingeon, 1995) ont en effet longtemps été perçus comme autant de « conditions défavorables » à l'implantation et au développement de mouvements durables (Skenderovic, 2001 : 1-5). Dans leurs analyses, les auteurs accordent par conséquent une attention particulière au changement de contexte qui s'opère au tournant des années 1990 (polarisation du système politique, méfiance croissante à l'égard des élites politiques et du gouvernement, hostilité de plus en plus manifeste vis-à-vis des nouvelles minorités, incertitudes identitaires liées à la mise en cause du *Sonderfall* helvétique).

Les approches qui s'intéressent de plus près à la *structure des opportunités politiques* soulignent notamment la nécessité de penser le succès de l'extrême droite et l'intensité de ses mobilisations en relation avec les caractéristiques institutionnelles et culturelles du pays. Dans cette perspective, certains auteurs mettent plus particulièrement l'accent sur la capacité de veto des formations de la droite populiste et sur leur usage régulier des *instruments de démocratie directe*, à travers lesquels ces

---

dans le nez, avec la légende suivante : « Nous les Suisses nous sommes toujours plus des Nègres » (*Wir sind immer mehr die Neger*), cité par Betz (2004 : 129-130).

<sup>15</sup> Des recherches récentes ont notamment mis au jour une adhésion plus répandue qu'on ne l'imaginait, dans les années 1930 et 1940, à l'antisémitisme (Mattioli, 1998 ; Altermatt, 1999).

<sup>16</sup> Cf. Husbands (2000 : 504).

formations, en dépit d'un poids électoral relativement faible, sont parvenues à influencer sur l'agenda politique suisse (Papadodopoulos, 1991). D'autres études soulignent encore l'importance d'un autre élément de la *structure des opportunités politiques* : la conception de la nationalité et de la citoyenneté. Dans le sillage d'études internationales (par exemple Koopmans, 1996 ; Koopmans et Statham, 1999) ou de travaux comparatifs (Giugni et Passy, 2001; Koopmans et Kriesi, 1998), cette démarche a donné lieu à des questionnements sur le cas helvétique. En Suisse, l'extrême droite s'appuierait ainsi sur la conception dominante de la citoyenneté, de type ethnique. Elle en proposerait cependant « une version plus radicale » (Koopmans et Kriesi, 1998 : 305), tout en entrant en contradiction partielle, sur un autre plan, avec la culture politique suisse, qui serait faite d'« inclusivité culturelle » et de « tolérance envers l'hétérogénéité culturelle » (1998 : 322). Dans un registre proche mais légèrement différent, d'autres études mettent l'accent sur les articulations existant entre les politiques officielles envers les étrangers et le déploiement de rhétoriques et de pratiques populistes xénophobes (Ebel et Fiala, 1983 ; Gottraux, 2000 ; Grünberg, Isler et Weill-Lévy, 1999). Certains travaux se concentrent enfin sur le concept de populisme, sur l'opposition entre « peuple » et « élites », et interprètent les différents votes sur les thèmes de l'immigration ou de l'opposition à l'intégration de la Suisse aux instances transnationales (Union européenne, ONU, etc.) comme des votes « sanctions » exprimant une défiance, un ressentiment envers les élites (par exemple Kobi 1996, 2000).

Toujours en quête d'explications, certains observateurs mobilisent les grilles théoriques utilisées dans la recherche internationale (cf., entre autres : Betz, 1993, 1994, 2001a; Kitschelt et McGann, 1995) et privilégient une explication en termes de *modifications structurelles*, à la fois *socio-économiques et idéologiques*, pour rendre compte du développement électoral de l'extrême droite. L'émergence et l'implantation de la droite populiste en Suisse sont ainsi analysées comme le produit de ces modifications (Kriesi, 1998a, 1999a, 1999b ; Mazzoleni, 2003b), la tension entre « nation » et « dénationalisation », entre mondialisation économique et repli national, mais aussi entre « gagnants » et « perdants » étant ici placée au coeur de l'analyse (Hug et Sciarini, 2002 ; Kriesi, 2002 ; Tresch, 2000) Hanspeter Kriesi s'appuie par exemple sur les travaux d'Herbert Kitschelt, qui distingue à côté du clivage gauche-droite traditionnel (étatisme / marché) un clivage culturel (libertaire/ autoritaire), pour interpréter les résultats des élections fédérales, et notamment la percée de l'UDC (Kriesi 1998a ; 1998b). Le croisement de ces deux axes permettrait de comprendre la dimension hétérogène et composite de l'électorat de la droite populiste, dans la mesure où celle-ci s'appuierait à la fois sur les « perdants » de la mondialisation, sensibles à la rhétorique autoritaire (notamment xénophobe) et les « gagnants » de la mondialisation, plus réceptifs aux accents ultra-libéraux de l'UDC. Dans ce cadre, ont été testées

de manière plus fine quelques hypothèses théoriques, notamment à partir de la base électorale de l'UDC. Pour l'heure, ces recherches (Tresch, 2000 ; Kitschelt et McGann, 2003) ne corroborent cependant pas pleinement le modèle de Kitschelt : confirmant certes la mobilisation de « perdants » en faveur du vote UDC, elles peinent en revanche à identifier la présence de « gagnants » au sein de son électorat<sup>17</sup>.

On dispose enfin de recherches sur les *valeurs* de la population helvétique. S'articulant plus ou moins étroitement aux modèles théoriques qui cherchent à rendre compte des modifications structurelles, ces enquêtes offrent des indications précieuses sur la xénophobie ou la présence des représentations anti-universalistes au sein de la population et permettent d'enrichir indirectement les analyses (Hug et Sciarini, 2002). Dans une veine proche, un tableau des « tendances d'extrême droite parmi les jeunes adultes » a été récemment dressé (CH-X, 2001), livrant d'importants renseignements sur leur idéologie, leur rapport aux étrangers, leur perception de l'extrême droite, leur rapport à la violence, à l'égalitarisme, à l'anti-égalitarisme...<sup>18</sup> Finalement, certaines études se sont focalisées sur des thèmes plus spécifiques, tels que les *attitudes à l'égard des étrangers* (par exemple Hoffmann-Nowotny, Bösch et al., 1997 ; Hoffmann-Nowotny, 2001 ; Nef, 1997), leur perception dans la société suisse (Windisch, 2002), ou plus directement l'hostilité à leur égard, dans une perspective comparée (Armingeon, 2000)<sup>19</sup>.

Cette présentation rapide des principaux travaux sur la droite radicale et populiste suisse témoigne d'une incontestable richesse. Elle révèle cependant quelques lacunes : d'une part, comme le souligne Damir Skenderovic (2001) le cas helvétique n'est que rarement pris en considération dans les études du national-populisme ou de l'extrême droite en Europe (cf. néanmoins Kitschelt et McGann, 1995 ; Gentile et Kriesi, 1998 ; Girod, 2004) – même si l'on recense par ailleurs un nombre croissant de mises en perspective comparée de la droite radicale suisse (Armingeon, 1995 ; Gentile, 1996 : 63 et suiv. ; Camus, 2000 ; Papadopoulos, 2000 ; Betz, 2001b ; Casarus, 2003 ; Betz, 2004). D'autre part, il n'existe quasiment pas d'analyse des logiques et modalités d'engagement des individus dans les partis et les structures d'extrême droite et de la droite populiste (cf. néanmoins Altermatt et Kriesi, 1995 : 185 et suiv.). Plus largement, on peut

---

<sup>17</sup> Ces analyses se sont développées notamment à partir des enquêtes Vox sur les élections fédérales de 1991 (Longchamp et Hardmeier, 1992), mais surtout des enquêtes SELECTS sur les élections fédérales de 1995 et de 1999 (cf. notamment Kriesi, Linder et Klöti, 1998 ; Sciarini, Hardmeier et Vatter, 2003).

<sup>18</sup> Cette enquête révèle par ailleurs que sur 20784 individus interrogés par questionnaire, 295 déclarent appartenir à la mouvance skinhead.

<sup>19</sup> Par ailleurs, le Stifung gegen Rassismus und Antisemitismus (GRA, [www.gra.ch](http://www.gra.ch)) recense les actes de violence à caractère raciste qui, selon ses propres statistiques, auraient quasiment doublé entre 1992 et 2001 (de 67 à 119). Sur ce point, on peut encore se reporter à l'étude réalisée par le Gfs-Forschungsinstitut (2000) réalisée pour le compte de la Coordination intercommunautaire contre l'antisémitisme et la diffamation (CICAD) et l'AJC (American Jewish Committee).

noter que cet aspect reste peu abordé dans la littérature en Suisse, quelle que soit l'orientation idéologique des organisations étudiées. Les recherches effectuées jusqu'à présent sur l'engagement partisan ne sont certes ni absentes ni inutiles, mais elles sont de nature essentiellement quantitative (Geser et al., 1994 ; Ladner, 1991 ; Ladner, 1997, 1999) et s'intéressent plus particulièrement aux élites politiques et au recrutement parlementaire (par exemple Hardmeier et al, 2000 ; Mazzoleni et Schriber, 2000). Elles ne nous renseignent donc guère sur les engagements des militants.

## **2. Les travaux sur le militantisme d'extrême droite**

Comme ont pu le souligner Bert Klandermans et Nonna Mayer, « autant les bases électorales [des mouvements d'extrême droite] ont été largement étudiées, autant les militants et leur rôle sont ignorés » (Mayer et Klandermans, 2001 : 147). Un tel constat mérite sans doute aujourd'hui d'être nuancé. D'une part, il existe un certain nombre de mémoires et de thèses universitaires sur les militants d'extrême droite (sur le FN, cf. notamment Choffat, 1994 ; Ivaldi, 1994), même si ceux-ci restent inédits<sup>20</sup>. D'autre part, l'engagement et le militantisme d'extrême droite ont suscité dernièrement, notamment en France, toute une série de travaux (Boumaza, 2001, 2002a, 2002b, 2003 ; Lafont 2001a, 2001b ; Roussel, 2003a, 2003b ; Orfali 2001).

Pour autant, il n'est qu'à feuilleter le contenu des ouvrages faisant « autorité » dans la littérature sur les partis d'extrême droite (cf. entre autres : Betz, 1994, 2004 ; Betz et Immerfall, 1998 ; Kitschelt, 1995 ; Weinberg et Merkl, 1997, 2003 ; Ignazi, 1994, 2003) pour prendre la mesure de la faible attention qui est généralement accordée aux problématiques de l'engagement et du militantisme au sein de ces partis. On peut tenter rapidement d'en comprendre les raisons.

Tout d'abord, et la remarque vaut pour tous types de formations partisans, les approches par les organisations ont longtemps régné en maître en sociologie politique. Les rares études existantes ont le plus souvent pris la forme d'enquêtes quantitatives par questionnaires auprès des militants, tout en s'intéressant moins aux logiques de l'engagement partisan que, par exemple, au travail d'uniformisation des pratiques et des représentations des adhérents par les partis<sup>21</sup>.

Aussi bien, et de manière évidemment liée, il est remarquable que les travaux sur les partis d'extrême droite en Europe ont pour la plupart mobilisé des approches de type

---

<sup>20</sup> Pour une bibliographie de ces travaux concernant le Front national, cf. Mayer et Perrineau (1996 : 407-409).

<sup>21</sup> A titre d'exception, cependant, et pour s'en tenir aux contributions parues dans la *Revue française de science politique*, cf. l'étude transversale du militantisme dans les partis réalisée par Daniel Gaxie (1977) ; les travaux de Jean-Marie

macrosociologique<sup>22</sup>, se focalisant plus particulièrement sur l'examen des conditions « exogènes » du phénomène, érigées au rang de clé explicative majeure. De fait, la recherche a tardé à s'intéresser à la dimension proprement endogène de ce phénomène : idéologie, stratégies, organisation, relation au système mais également militantisme, laissant ainsi « dans l'inanalysé ce qui fait l'énigme même de l'existence de la croyance en un être collectif, ici le "parti", c'est-à-dire l'ensemble des opérations par lesquelles des agents sociaux communient en son nom » (Pudal, 1989 : 13) et décident, pour certains, de s'engager. On notera en outre qu'en adoptant de préférence une focale « macro » et en privilégiant une explication « contextuelle », la plupart des observateurs ont également tenu à l'écart l'hypothèse selon laquelle les partis d'extrême droite pouvaient avoir contribué à leur propre succès (cf. sur ce point Veugelers, 1999), ne serait-ce qu'en accomplissant un travail intensif sur le terrain, en mettant sur pied d'importants réseaux<sup>23</sup>, en créant des appareils de propagande et de formation, ou en forgeant une véritable « contre-culture ».

Enfin, il est manifeste que le choix d'un tel objet d'étude implique la réalisation d'un travail de terrain « réputé difficile »<sup>24</sup>, en « milieu extrême » (Boumaza, 2001) et « au coût psychologique [...] parfois extrêmement élevé » (Duret, 2004 : 11). Comme le notent par ailleurs la plupart des observateurs, il n'est ni aisé de prendre contact avec des militants d'extrême droite, qui refusent souvent « de parler pour ne pas se dévoiler » (Roussel, 2003a : 253), ni de les interviewer, pour la simple raison qu'ils ont « généralement le sentiment d'être en butte au rejet et à l'hostilité de l'ensemble de la société » (Klandermans et Mayer, 2001 : 156)<sup>25</sup>.

Quel bilan peut-on aujourd'hui dresser des travaux sur le militantisme d'extrême droite ? Tout d'abord, il est notable que ces travaux, en se confrontant « aux discours et aux expériences des acteurs sociaux considérés » (Roussel, 2003a : 238) ont permis de nuancer ou d'enrichir certaines des interprétations du phénomène extrême droitier.

---

Donegani (1979) sur les catholiques de gauche ; et ceux de Jacques Peneff (1979) sur les militants ouvriers au parti communiste. Pour une présentation de la généalogie des travaux sur le militantisme, voir Pannetier et Pudal (2000).

<sup>22</sup> Cf. également sur ce point Eatwell et Mudde (2004b : xii).

<sup>23</sup> Sur le rôle des réseaux préexistants d'associations, de mouvements et de revues dans l'émergence électorale des partis d'extrême droite, cf. Camus (2001 : 199-200) ; Camus et Monzat (1992).

<sup>24</sup> Cf., dans ce colloque, la communication de Michaël Girod et Philippe Gottraux : « Accéder à des terrains d'enquêtes socialement "illégitimes" et réputés difficiles : état des lieux des modes d'approches possibles de l'"extrême-droite" ».

<sup>25</sup> Dans une certaine mesure, le recours à des méthodes d'enquête exceptionnelles telles que l'infiltration dans les milieux partisans d'extrême droite (cf. sur le FN : Zélig, 1985 ; Tristan, 1987) ont pu alimenter cette « "méfiance structurelle" qui habite les militants » (Roussel, 2003a : 239, n1), même si les sociologues et les politistes optent plutôt à cet égard pour une « stratégie ouverte » (Altermatt et Kriesi, 1995 : 196). Pour une analyse critique des effets liés à l'utilisation de méthodes d'infiltration, cf. Birenbaum (1992 : 29-30). Voir également sur ce sujet Orfali (1990 : 75-78).

L'enquête que Valérie Lafont a réalisée à partir d'une série de 36 entretiens avec des militants du Front national en offre un premier exemple. L'auteure montre que si « l'hostilité à l'immigration est la motivation la plus couramment mise en évidence lorsqu'on cherche à expliquer le vote pour les partis d'extrême droite » (Lafont, 2001b : 163), il s'avère non seulement que l'immigration occupe une place « presque toujours secondaire » (2001b : 165) dans les entretiens – même si « l'hostilité à l'immigration [y] est toujours présente » (2001b : 170) –, que « l'engagement d'une toute petite partie des militants uniquement [peut] être interprété à partir de catégories directement liées à l'altérité en termes de race ou de nationalité » (2001b : 182), et que « les clivages auxquels ces [militants] ont immédiatement recours pour construire leur raisonnement et définir leur place et leur rôle dans la société correspondent pour les uns à des oppositions en termes de classes, pour d'autres en termes religieux, et pour d'autres encore en termes de générations » (2001b : 170).

L'enquête menée sous l'égide de Bert Klandermans en offre un second exemple<sup>26</sup>. Dans cette enquête, pour laquelle on dispose seulement des premiers résultats (cf. Klandermans et Mayer, 2001<sup>27</sup>), les partis d'extrême droite sont considérés comme des « mouvements sociaux » – au sens large qu'en donne Sidney Tarrow (1994 : 3) – c'est-à-dire comme des entreprises collectives « visant à promouvoir ou à empêcher un changement social, culturel ou politique, au besoin par d'autres moyens que les élections ou la représentation politique » (Klandermans, Mayer, 2001 : 147). Il s'agit donc là d'un changement de perspective assez net par rapport aux approches précédemment mentionnées<sup>28</sup> et qui, s'appuyant entre autres sur les théories des mouvements sociaux, aboutit notamment à une réévaluation substantielle du « profil du militant d'extrême droite potentiel » (2001 : 152) antérieurement dressé par toute une série de travaux (entre autres : Adorno et al., 1950 ; Billig, 1978 ; Lipset, 1994 [1960] ; cf. sur point Klandermans et Mayer, 2001 : 152-153). Comme l'indiquent en effet les deux auteurs, « c'est la relative "normalité" de ces militants qui frappe au premier abord, tant sur le plan social que psychosociologique. La plupart [...] ne sont ni des asociaux, ni des marginaux, ni des "perdants de la modernisation". Et ils n'offrent qu'une lointaine ressemblance avec la personnalité autoritaire quasi pathologique décrite par Adorno ou avec "l'homme de violence" de Billig. Leurs motivations, à certains égards, ressemblent à celles des militants de gauche, faites de passion pour la politique et la chose publique, de dévouement à une cause et d'altruisme, au moins pour ceux

---

<sup>26</sup> Enquête réalisée sur cinq pays (Allemagne, Belgique, France, Hollande et Italie) entre 1995 et 1999 et réunissant une équipe internationale de chercheurs. Cf. Klandermans et Mayer (2004). Notre recherche en cours sur *Les valeurs et les engagements populistes en Suisse* s'inscrit dans le prolongement de cette enquête.

<sup>27</sup> Voir également la contribution à ce colloque de Bert Klandermans, Anette Linden et Nonna Mayer : « Through the Magnifying Glass : the World of Rightwing Extremism » (Belgium, France, Germany, Italy, The Netherlands)

<sup>28</sup> Dans son ouvrage sur l'adhésion au Front national, Birgita Orfali (1990) avait adopté un point de vue similaire.

que l'on considère comme les siens. Et les bénéfiques tirés de cet engagement sont similaires, l'identification à un groupe qui devient une seconde famille et la découverte d'une clé d'explication du monde » (Klandermans, Mayer, 2001 : 159). L'enquête révèle en outre l'existence d'une « grande diversité » de militants, d'un pays à l'autre, mais également au sein de chaque pays, diversité qui s'explique notamment par leur appartenance à telle ou telle génération et par les *événements critiques* qu'ils ont connus. Enfin, deux « visages distincts du militantisme d'extrême droite » se distinguent : l'un « simpliste, peu élaboré, qui fonctionne plutôt sur le mode de la révélation reçue. L'autre [...] plus intellectuel, idéologique et prosélyte, fonctionnant plutôt sur le mode de l'initiation et de la révélation faite aux autres (2001 : 159).

On connaît également un peu mieux, grâce aux travaux de Valérie Lafont (2001a), les logiques qui conduisent certains jeunes à s'engager au Front national. En reconstruisant leurs « carrières militantes » à partir de données biographiques, l'auteur identifie plus particulièrement trois types de « modèle » :

a) l'*héritage* ou la *continuité* : l'engagement militant s'inscrit ici dans une filiation familiale marquée par un ancrage générationnel à l'extrême droite, suscitant le « devoir » (social et affectif) de poursuivre l'action (2001a : 186) ;

b) la *rupture*, provoquée tout aussi bien par un décrochage avec la socialisation familiale première que par une « modification de l'environnement » (déménagement, mutation, changement de scolarisation..., autant d'éléments qui soulignent l'importance du contexte dans les déterminants de l'engagement) ;

c) la *politisation* ou la *découverte du politique* comme *lieu* de socialisation, de rencontre, de convivialité, l'entrée dans la carrière militante étant davantage suscitée ici par un « besoin d'intégration sociale ». Valérie Lafont note à cet égard que « le processus de marginalisation et d'exclusion des sphères sociales et politiques consécutif à l'entrée au FN stimule en retour la capacité intégratrice du FN, transformant le groupe militant en un monde de substitution » permettant de « compenser des trajectoires sociales désocialisantes et de renverser les stigmates sociaux et politiques » (Lafont, 2001a : 175).

Ces trois modèles, dont nous livrons ici une version très synthétique, ont une portée heuristique et donnent à voir la pluralité des logiques qui conduisent à l'engagement. Cependant, comme le soulignent respectivement Valérie Lafont et Violaine Roussel, les reconstructions *a posteriori* de « parcours » auxquels se livrent les personnes interviewées sont également le produit d'un discours qui, en situation d'entretien, cherche à projeter une « identité un tant soit peu unifiée » et cohérente (Roussel, 2003a : 244). Violaine Roussel retrouve à cet égard les mêmes « modèles » de *continuité* et de *rupture* dans les entretiens qu'elle a réalisés avec une quinzaine de

militants FN. Or, il apparaît clairement, dans l'analyse de ces deux auteurs, que les trajectoires des militants interrogés sont, au-delà de cette cohérence affichée, « plus complexes et contradictoires qu'il n'y paraît » (Roussel, 2003a : 244).

Dans une perspective complémentaire, il convient encore d'évoquer les travaux que Magali Boumaza a consacrés aux « pratiques, socialisations, carrières militantes et politiques » des jeunes au sein du Front national (Boumaza, 2002a).

Dans ses diverses interventions et publications, l'auteure s'est notamment intéressée aux « engagements juvéniles en repérant des moments clés constitutifs de générations précises de militants [présentant] des propriétés sociales différentes selon les périodes » (Boumaza 2003 : 1-2). Des « pionniers du FNJ » à « Génération Le Pen », Magali Boumaza met ainsi en perspective, à partir de nombreux entretiens (y compris avec d'actuels responsables des instances frontistes), l'évolution du profil sociologique des militants et des logiques différenciées de leur engagement. Ailleurs, elle reconstitue le processus d'institutionnalisation des structures d'encadrement et de formation des jeunes militants, livrant d'importants détails sur leurs activités militantes mais également sur les tentatives d'homogénéisation, par le parti, des pratiques et discours militants, tentatives mises à mal par l'émergence des tensions inter-partisanes entre mégrétistes et lepénistes notamment (Boumaza, 2002b).

Les résultats de ces différents travaux sont loin d'être négligeables et devraient inviter certains observateurs à davantage de prudence lorsqu'ils affirment qu'« il est courant d'appréhender l'engagement au Front national en partant de propriétés communes aux militants, ou par ailleurs aux électeurs, de ce parti. Une même idéologie, une même personnalité, une même frustration : ces individus sont supposés partager des caractéristiques spécifiques [...] Ils se retrouveraient ainsi dans les valeurs ou idées exprimées dans les discours publics, l'imprégnation par cette idéologie spécifique étant supposée expliquer leur mobilisation » (Roussel, 2003b : 77 ; cf. également Roussel, 2003a : 250). On ne reviendra pas sur les apports des travaux sur le militantisme d'extrême droite qui apportent un démenti assez formel aux propos de Violaine Roussel. De fait, il nous semble que l'auteur vise plus particulièrement ici les effets unifiants et homogénéisants produits par certaines analyses de sociologie électorale (cf. Lacroix, 1985 : 553)<sup>29</sup>. Or, force est d'admettre que ces analyses ont nettement progressé depuis le milieu des années 1980, battant en brèche nombre d'idées reçues (davantage véhiculées à cet égard par le discours médiatique que par les travaux académiques), et mettant au jour, à partir de typologies affinées, l'hétérogénéité tant des motivations que du profil des électeurs (Perrineau, 1997 ; Mayer, 2002).

---

<sup>29</sup>Cf. également sur ce point : Blondel et Lacroix (1996, [1989]).

On rappellera en outre que l'un des apports de ces analyses est d'avoir également repéré la présence, au sein de l'électorat, d'individus ne se reconnaissant pas forcément dans les idées du FN mais votant tout de même, sur un mode protestataire, pour ce parti (cf. Mayer, 2002 : 203). Enfin, pour en finir avec ces quelques remarques critiques, notons que les travaux de Birgita Orfali (1990, 1996, 2001) sur les *mécanismes de l'adhésion au FN* ont, depuis quelques temps déjà, mis au ban l'idée d'un profil unitaire des militants, ou de logiques d'adhésion et d'engagement qui seraient exclusivement dictées par l'« imprégnation idéologique ».

En dépit d'une lecture qui nous semble donc discutable des travaux existants, Violaine Roussel n'en propose pas moins d'intéressantes analyses. En choisissant d'examiner la façon dont une quinzaine de militants interrogés gèrent le « stigmaté » que leur confère, « en vertu des valeurs et représentations officielles dominantes » (Roussel, 2003a : 237), le port de l'étiquette FN, l'auteur met notamment en relief la diversité des rapports que ces militants entretiennent à leur engagement (*affiché* ou *discret*, *politisé* ou *indifférencié*) et, partant, les modes différenciés à partir desquels ils construisent leur identité. *Affichage* ou *discretion* dépendent étroitement de l'« histoire militante » des individus et de l'intensité de leur implication : pour certains militants, peu ou récemment engagés, le coût lié au dévoilement d'une « "identité politique" encombrante » (2003a : 254) peut ainsi apparaître relativement élevé. Pour d'autres en revanche, l'étiquette « stigmatisante » du FN participe « d'une identité à laquelle il est d'autant plus difficile de renoncer qu'ils ont lourdement (et depuis longtemps) investi dans l'organisation [...] » (2003a : 255). Quant à l'inégale politisation de l'engagement des militants, elle n'est pas seulement tributaire d'une inégale distribution du sentiment de compétence politique. Pour certains militants en effet, la « signification de l'engagement est reformulée comme globale » ; l'engagement est alors « fondu dans un ensemble plus large d'activités » (2003a : 246) et prend « un *sens social* et non exclusivement politique » (2003a : 247). A l'inverse, d'autres militants présentent « leur activité au FN comme spécifiquement politique » (2003a : 246). « Ils peuvent avoir reçu une éducation catholique, précise Violaine Roussel (2003b : 79), mais leur militantisme reste clairement séparé de leurs convictions religieuses dans la définition qu'ils donnent de leurs pratiques ». Ce sont ceux qui, par ailleurs, « font le plus souvent usage des catégories et thématiques politiques publiques pour décrire leurs activités et leur donner sens » (2003b : 79). Violaine Roussel analyse par ailleurs la panoplie des argumentaires déployés par les militants interrogés pour dénier, lorsque c'est le cas, les étiquettes ou labels « infamants » (extrémistes de droite, fascistes, nationalistes, etc.) dont il est souvent fait usage pour les qualifier ou qualifier le FN. Afin de « contrebalancer le danger d'un marquage discréditant » (Roussel, 2003a : 359), certains militants choisissent ainsi de recourir au récit d'une expérience à effets valorisants vécue directement ou indirectement (la Résistance) ;

d'autres préfèrent opérer une recatégorisation des étiquettes (« droite nationale » plutôt qu'« extrême droite ») ; d'autres encore pointent du doigt le MNR, jugé plus « extrémiste » que le FN ; d'autres enfin reprennent, même de façon partielle, le contenu des discours des leaders du FN, et notamment de Jean-Marie Le Pen (cf. 2003a : 257).

### **3. Le militantisme d'extrême droite à l'UDC. Présentation du cadre théorique et méthodologique**

L'ensemble de ces travaux, même restitués rapidement, disent tout l'intérêt de se pencher sur le militantisme pour éclairer et mieux comprendre le phénomène extrême droitier en Europe .

Notre projet de recherche s'inscrit globalement dans la continuité de ces travaux. En premier lieu, nous jugeons effectivement nécessaire de rompre avec une logique de stigmatisation *a priori* de l'engagement à l'extrême droite consistant à considérer ce type d'engagement comme « déviant » ou « pathologique » en regard des valeurs et pratiques officielles dominantes dans les démocraties. De même, il nous semble important de renoncer à l'hypothèse selon laquelle le contenu de l'idéologie de l'extrême droite orienterait de manière spécifique les chances pour l'individu de s'engager. Par conséquent, on considèrera cette dimension comme un facteur explicatif probable parmi d'autres dont il conviendra d'évaluer l'importance. Enfin, on ne saurait affirmer, à la lecture des travaux précédemment mentionnés, qu'il existe un seul mode d'engagement à l'extrême droite. Celui-ci apparaît manifestement pluriel, tant du point de vue des raisons qui le justifient que de ses formes et de son intensité. Nous chercherons donc à identifier la *pluralité* des engagements, qui traduisent une diversité des rapports possibles au politique, en supposant, comme nous y invite Violaine Roussel, que l'on retrouvera à l'œuvre des rapports plus ou moins investis à la politique, des degrés de compétence politique et de politisation inégaux (Gaxie 1978, 2002 ; Bourdieu, 1979 : 463-541), dont il importera de saisir les raisons et les effets. De ce point de vue, la comparaison de profils de sympathisants et de militants devrait s'avérer utile.

Adopter une telle perspective d'ensemble a des conséquences pratiques et méthodologiques : elle implique plus particulièrement d'appréhender les dynamiques de l'engagement à l'UDC avec les mêmes outils d'analyse que ceux qui sont utilisés de manière routinière pour l'étude du militantisme (Klandermans et Mayer, 2004). Dans cette mesure, nous partageons donc le point de vue de Violaine Roussel lorsqu'elle observe que l'analyse de l'extrémisme de droite a tout à gagner d'une « *normalisation méthodologique* » de son objet (Roussel, 2003a : 239).

Pour saisir les logiques d'engagement dans leur diversité, nous emploierons une perspective d'analyse en terme de *carrières militantes*. Nous empruntons cette approche à la tradition interactionniste, notamment à Everett Hughes (1958) qui l'a utilisée pour analyser les professions, et surtout à Howard Becker (1985 [1963]), qui l'a étendue à l'ensemble des phénomènes d'engagement. Plusieurs recherches ont montré la pertinence d'appliquer un tel concept aux objets plus manifestement politiques que sont les pratiques militantes et l'engagement politique (Fillieule et Mayer, 2001 ; Fillieule, 2001 ; Lafont, 2001a ; Agrikoliansky, 2002). Une approche en termes de carrière permet notamment d'articuler les *motifs* aux *déterminants* de l'engagement, les *trajectoires individuelles* aux *dimensions contextuelles*, les idiosyncrasies personnelles et le champ des possibles politiques (offre politique ; état du champ politique, en termes idéologiques et organisationnels ; conjoncture ; image publique du parti UDC, qui peut varier selon les contextes, celui-ci étant plus stigmatisé en Suisse romande qu'en Suisse alémanique ; etc.). Enfin, le caractère processuel d'une telle approche implique que l'on porte aussi attention aux défections et aux désengagés, dans la mesure où la sortie du politique renseigne sur l'engagement lui-même (Fillieule, 2004 ; Gottraux, 2002 [1997] : 171-198).

Au total, le choix de consacrer une part de ses activités à militer à l'UDC est à comprendre dans une logique de double rapport aux environnements sociaux et politiques dans lesquels sont pris les individus, et aux trajectoires individuelles qui doivent autant aux dispositions qu'aux expériences biographiques.

Cette approche qui met l'accent sur la multiplicité et la complexité des déterminations de l'engagement devrait nous permettre, dans la continuité de l'enquête Klandermans, de discuter, voire de relativiser les hypothèses classiques, souvent mono-explicatives pour ne pas dire réductrices, avancées dans le but de rendre compte de l'engagement à l'extrême droite (pour un aperçu général, cf. Mayer, 2002). Si, en effet, dans la littérature sur l'engagement, la militance est bien souvent pensée dans une logique exclusivement politique, laquelle renvoie soit à une explication par les convictions idéologiques ou les mobiles moraux, soit à une logique platement calculatrice, il n'en va pas de même dès lors qu'il s'agit de rendre compte de l'activisme dans des partis stigmatisés, en l'occurrence d'extrême droite. Dans ces cas, la motivation militante est largement renvoyée à un dysfonctionnement psychologique ou à un système d'attitudes généré par une situation d'anomie. Nous pensons notamment ici à quatre type d'approches (cf. Mayer, 2002 : 28 ; Klandermans et Mayer, 2001, 2004) : l'orientation psychologisante, en termes de « personnalité autoritaire », qui s'est déployée dans le sillage des travaux classiques de Theodore Adorno et de son équipe de Berkeley (Adorno et al., 1950 ; pour une discussion récente, cf. Altemeyer, 1996) ; les travaux rapportant tendanciellement les préférences pour l'extrême droite à

un schème cognitif manichéen et « simpliste », lié à un faible niveau d'études caractéristique des classes populaires, dont les travaux contestés de Martin S. Lipset (Lipset, 1994) sur « l'autoritarisme de la classe ouvrière » constituent l'une des matrices ; les raisonnements mettant l'accent sur les mécanismes de transformations socio-économiques produisant incertitudes et processus de déclassement, et créant autant de terrains favorables à la progression de l'extrême droite, type de raisonnement que l'on retrouve chez certains auteurs pour qui la base sociale de l'extrémisme de droite regrouperait les « perdants de la modernisation » (Minkenberg, 2001) ; enfin, les perspectives qui se focalisent sur les mécanismes de perte d'identité produits par le délitement des liens sociaux et des solidarités élémentaires, attribués aux sociétés modernes, favorisant des penchants « extrémistes », et qui se développent dans le sillage d'ouvrages classiques de théorie politique sur l'origine du totalitarisme (Arendt, 1972) ou sur la « société de masse » (Kornhauser, 1959).

Nous entendons nous tenir à distance de ces systèmes explicatifs reposant sur de stériles dichotomies entre mobiles désintéressés et intérêt, comportement rationnel et motivation irrationnelle. Pour peu en effet que l'on adopte une orientation attentive aux individus et au sens qu'ils donnent à leur action, l'on constate vite que leurs raisons d'agir mêlent toujours, quels que soient les groupements considérés (et de manière évidemment variable selon le moment et la situation d'entretien), l'expression de frustrations diverses, des mobiles désintéressés et enfin l'évocation des rétributions retirées, rétributions qui ont généralement peu à voir avec les calculs d'un hypothétique acteur rationnel. Il faut que la sociologie du militantisme soit longtemps restée sourde à la parole des acteurs eux-mêmes pour s'enfermer dans ces systèmes d'apories<sup>30</sup>.

Un des moyens de dépasser ces impasses consiste à partir de la question des rétributions de l'action militante comme préliminaire à toute réflexion future sur les déterminants et les motifs de l'engagement<sup>31</sup>. Placer au centre de la réflexion cette notion, entendue comme les bénéfices que les individus pensent retirer de l'engagement, nous amène à en souligner quatre éléments principaux :

- les rétributions comportent à la fois une dimension objective et subjective, d'où d'éventuels décalages entre les perceptions surplombantes du sociologue et celles de l'acteur pris dans le jeu ;

---

<sup>30</sup> L'explication d'un tel enfermement constituerait en elle-même un programme intéressant de recherche qui contribuerait à introduire un peu plus de réflexivité dans nos pratiques. On verrait alors combien l'invocation des frustrations et de l'anomie, de mobiles exclusivement désintéressés ou au contraire la dénonciation du cynisme des militants renvoient aussi, sinon d'abord, à des logiques de positions qui ont fort peu à voir avec l'observation de terrain.

<sup>31</sup> Daniel Gaxie (1977) ne proposait pas autre chose dans son article, par un élargissement de la notion d'incitation sélective à celle de rétributions symboliques.

- elles peuvent être à la fois espérées avant l'engagement et poursuivies ensuite, mais aussi et peut-être surtout, pour les militants « de base » qui n'ont pas toujours grand chose de bien tangible à attendre d'un engagement, découvertes dans le cours de l'action, produites en quelque sorte par l'expérience militante ;
- les coûts se confondent parfois avec les bénéfiques, comme l'illustre parfaitement l'exemple du pèlerinage mobilisé par Hirschman (1983 : 151) ; il s'agit là d'un point essentiel dans les contextes militants où la stigmatisation des activités politiques occupe une telle place.
- ces rétributions varient au gré de l'évolution des contextes et des expériences individuelles.

L'attention à la variabilité des rétributions n'est jamais autant assurée que lorsque l'on adopte une perspective d'analyse en terme de carrière telle que nous l'avons définie. Pourquoi, à telle ou telle étape de la trajectoire, l'engagement dans une activité militante devient-il possible ? A quelles conditions les bénéfiques retirés de cet engagement se maintiennent-ils et pourquoi les rétributions en viennent-elles parfois à s'épuiser ? Autant de questions auxquelles l'on peut espérer répondre si l'on tient compte des quatre éléments suivants :

- les individus sont inscrits dans une pluralité d'espaces sociaux (Strauss, 1993 ; Mead, 1963). Les rétributions qu'ils perçoivent dans ces différentes sphères de vie – affective, amoureuse, professionnelle, etc. – sont elles-mêmes variables ;
- dans chacun de ces espaces, les individus sont amenés à endosser des rôles spécifiques dans lesquels ils sont plus ou moins « pris ». Ceux-ci définissent autant de contextes de socialisation ;
- leur identité est le produit du processus d'ajustement à ces rôles. Il en découle que les sorties de rôle peuvent entraîner des renégociations identitaires plus ou moins déchirantes. De la même manière, la structuration de l'identité a des effets en retour sur les possibilités de sortie de rôle et sur la manière dont seront éventuellement endossés d'autres rôles (Strauss, 1992)<sup>32</sup> ;
- les « changements institutionnalisés » dans les différentes sphères de vie constituent autant de bifurcations où se redistribuent certains rôles et se modifient les identités.

---

<sup>32</sup> Jean Claude Kauffman (1994 : 308) souligne, à propos de l'entrée en couple, combien celle-ci représente « [...] un des meilleurs exemple de réorganisation du patrimoine identitaire incorporé, la force nomique et la transformation du contexte de socialisation conduisant la personne à opérer des choix de mise en sommeil de certains schémas, de réactivation voire d'invention d'autres schémas. Le processus de réorganisation identitaire s'inscrit dans un jeu complexe entre contraintes de l'interaction présente et passé social (contradictoire) individuellement incorporé ».

Ces quatre préalables suggèrent que l'on identifie d'abord, dans les différentes sphères de vie, des « succession[s] de phases, de changements de comportements et de perspectives de l'individu » (Becker, 1985 : 45-46), ce que permet l'analyse biographique. Ces moments critiques se traduisent par une nouvelle cotation des rétributions attendues, sachant que la valeur de celles-ci dans une sphère co-varie avec la valeur qu'on leur prête dans toutes les autres sphères<sup>33</sup>. Les exemples ne manquent pas dans les travaux existants de ces moments où l'engagement sur une cause, aussi bien que le désinvestissement, correspondent presque exactement avec l'effondrement des perspectives ou au contraire leur envolée dans la sphère professionnelle ou affective.

Ce qui produit la variabilité des rétributions doit également être interrogé. Aux raisons immédiatement saisissables, comme la perte d'un emploi ou la fin d'une relation, l'entrée dans la vie active ou la mise en couple, il faut ajouter tout un ensemble de facteurs qui ne renvoient pas directement à l'individu. En effet, la valeur accordée aux rétributions dans tel ou tel univers est indexée sur la valeur que lui prêtent les autres bénéficiaires et la société tout entière. Par exemple, et sans qu'il soit besoin de s'y arrêter longtemps pour le faire sentir, il est certain que le prix accordé au militantisme politique dépend en tout premier lieu de la valorisation sociale des activités politiques. Dans un contexte de perte de confiance en l'efficacité de l'action politique et de dissémination d'un discours semi savant sur « la crise de la représentation politique », l'orientation vers les formations anti-système ou simplement orientée sur la critique de ce système a toutes les chances d'en être facilitée.

De la même manière, la valeur sociale d'une cause, aussi bien que des manières d'y contribuer, peut varier en fonction des transformations de l'espace dans lequel celle-ci s'inscrit. Militer à L'UDC genevoise dans les années 90, par exemple, n'a pas le même coût et ne comporte pas les mêmes bénéfices que dans les années récentes, les succès électoraux du parti en ayant fait le premier parti de Suisse et lui conférant une légitimité dont les effets ne peuvent que se faire sentir même dans la partie romande du pays.

Enfin, pour finir, l'on doit s'attacher à comprendre comment et selon quelles logiques les individus « se débrouillent » de l'épuisement des rétributions, que cela passe par le refoulement, la distance au rôle, les tentatives de transformation du rôle ou la défection. C'est à ce point que la force de la dépendance au rôle et l'existence de possibles latéraux, déterminée notamment par le

---

<sup>33</sup> Ce qui attire d'ailleurs l'attention sur une certaine faiblesse des explications « classiques » de l'épuisement des rétributions par les seules caractéristiques des organisations militantes. En excluant tout ce qui ne se rapporte pas directement à la sphère des activités militantes, et que d'ailleurs on ne se donne pas la peine d'explorer, l'on s'interdit par exemple de rendre compte de défections individuelles ou de l'effondrement de collectifs dans des contextes où le fonctionnement des organisations et l'économie des rétributions offertes ne changent pas. Sur la nécessité, pour comprendre les pratiques dans un espace donné, d'élargir l'observation à d'autres espaces, voir Lahire (1998, 2003).

degré d'autonomie des sphères de vie, dessinent un univers de contraintes facilitant plus ou moins la défection.

Le texte que l'on vient de lire n'entendait pas faire autre chose que de poser, à partir d'un inventaire de la littérature existante, une série d'hypothèses susceptibles de nous guider dans les premiers développements d'une étude qui débute. Autant d'hypothèses qui devraient nous offrir la possibilité d'avancer dans l'exploration des logiques sociales de l'engagement sur au moins deux plans : en permettant d'une part de ne pas rester enfermés dans les apories habituelles de la réflexion sur le militantisme ; en plaidant d'autre part pour une articulation systématique entre histoire individuelle, travail de l'institution et contexte historique.

## Références bibliographiques

- ADORNO Théodor et al. (1950), *The Authoritarian Personality*, New York, Harper and Row.
- AGRIKOLIANSKY Eric (2002), *La ligue française des droits de l'Homme et du citoyen depuis 1945. Sociologie d'un engagement civique*, Paris, L'Harmattan.
- ALTEMEYER Bob (1996), *The Authoritarian Specter*, Cambridge, Cambridge University Press.
- ALTERMATT Urs (1982), « Xenophobie und Superpatriotismus. Die populistische Anti-Überfremdungsbewegung in der Schweiz der sechziger und siebziger Jahre », in Österreichische Gesellschaft für Zeitgeschichte (ed.), *Faschismus in Österreich und international*, Jahrbuch für Zeitgeschichte 1980/1981, Vienna Löcker, p. 167-193.
- ALTERMATT Urs (1986), « Rechtsextremismus in der Schweiz. Randphänomen oder Pathologie des normalen Alltags », *Civitas*, n°3, p. 85-93.
- ALTERMATT Urs (1999), *Katholizismus und Antisemitismus. Mentalitäten, Kontinuitäten, Ambivalenzen*, Frauenfeld, Huber Verlag.
- ALTERMATT Urs, KRIESI Hanspeter (dir.) (1995), *L'extrême droite en Suisse. Organisation et radicalisation au cours des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix*, Fribourg, Editions Universitaires.
- ALTERMATT Urs, SKENDEROVIC Damir (1998), « Switzerland », in Jean-Yves CAMUS (ed.), *Extremism in Europe*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, p. 340-352.
- ARENDT Hannah (1972), *Le système totalitaire*, Paris, Seuil, [1951].
- ARMINGEON Klaus (1995), « Die Schweizer Rechtsextremismus im Internationalen Vergleich », *Revue suisse de Science politique*, vol. 4, no. 1, p. 41-64.
- ARMINGEON Klaus (2000), « Fremdenlichkeit in der Schweiz in international vergleichender Perspektive », in coll., *Die Bedeutung des Ethnischen im Zeitalter der Globalisierung. Herausgegeben im Auftrag des Collegium generale von Prof. Dr. Rupper Moser*, Bern, Haupt, p. 219-237.
- BACKES Uwe (2001), « L'extrême droite : les multiples facettes d'une catégorie d'analyse » in Pascal PERRINEAU (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, p. 13-29.
- BECKER Howard (1985), *Outsiders*, Paris, Métailié [1963].
- BETZ Hans-Georg (1993), « The New Politics of Resentement : Radical Right-Wing Populist Parties in Western Europe », *Comparative Politics*, vol. 25, n°4, p. 413-428.
- BETZ Hans-Georg (1994), *Radical Right-Wing Populism in Western Europe*, New York, St. Martin's Press.
- BETZ Hans-Georg (2001a), « Entre succès et échec : l'extrême droite à la fin des années quatre-vingt-dix » in Pascal PERRINEAU (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, p. 407-424.
- BETZ Hans-Georg (2001b), « Exclusionary Populism in Austria, Italy, and Switzerland », *International Journal*, vol. 56, n°3, p. 393-420.
- BETZ Hans-Georg (2004), *La droite populiste en Europe. Extrême et démocrate*, Paris, CEVIPOF / Autrement.
- BETZ Hans-Georg, IMMERFALL Stefan (eds) (1998), *The New Politics of the Right. New Populist Parties and Movements in Established Democracies*, London, MacMillan.
- BILLIG Michael (1978), *Fascists : a Sociopsychological View of the National Front*, London, Academic Press.
- BIRENBAUM Guy (1992), *Le Front national en politique*, Paris, Balland.
- BLAISE Pierre, MOREAU Patrick (dir.) (2004), *Extrême droite et national-populisme en Europe de l'Ouest*, Bruxelles, éditions du CRISP.
- BLONDEL Jacqueline, LACROIX Bernard (1996), « Pourquoi votent-ils FN ? », in Nonna MAYER, Pascal PERRINEAU (dir.), *Le Front national à découvert*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 150-168, [1989].
- BOUMAZA Magali (2001), « L'expérience d'une jeune chercheuse en "milieu extrême" : Une enquête au Front national », *Regards sociologiques*, n°22, p. 105-121.
- BOUMAZA Magali, (2002a) « Le Front national et les jeunes de 1972 à nos jours. Hétérodoxie d'un engagement partisan juvénile : Pratiques, socialisations, carrières militantes et politiques à partir d'observations directes et d'entretiens semi-directifs », thèse de doctorat en science politique, IEP de Srasbourg, 2002.
- BOUMAZA Magali (2002b), « Le Front national et la formation des jeunes : l'échec d'une tentative d'homogénéisation des cultures politiques », colloque de AFSP/CRAPS sur *Les tendances récentes de*

- l'étude des partis politiques dans la science politique française : organisations, réseaux, acteurs*, IEP de Paris, 31 janvier et 1<sup>er</sup> février, 42 p.
- BOUMAZA Magali (2003), « L'engagement des jeunes frontistes de 1972 à nos jours dans une approche générationnelle : propriétés sociales et carrières », intervention au séminaire du GEREDE, Ecole doctorale de l'IEP de Paris, 26 mai, 18 p.
- BOURDIEU Pierre (1979), *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit.
- CAMUS Jean-Yves (1998), « L'extrême droite en Europe : où, sous quelles formes, pourquoi ? », *Pouvoirs*, n°87, p. 21-34.
- CAMUS Jean-Yves (2000), « Naissance d'un populisme alpin », *Politique internationale*, n°88, p. 153-166.
- CAMUS Jean-Yves (2001), « La structure du "camp national" en France : la périphérie militante et organisationnelle du Front national et du Mouvement national républicain », in Pascal PERRINEAU (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, p. 199-223.
- CAMUS Jean-Yves, MONZAT René (1992), *Les droites nationales et radicales en France*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon.
- CASASUS Gilbert (2003), « La nouvelle droite en Allemagne et en Suisse : entre droite classique et extrême droite », in Olivier IHL, Janine CHENE, Eric VIAL, Ghislain WATERLOT (dir.), *La tentation populiste au cœur de l'Europe*, Paris, La découverte, p. 198-212.
- CHOFFAT Thierry (1994), *Les militants du Front national*, thèse de doctorat en science politique, Université de Nancy II.
- CH-X (2001), *Tendances d'extrême droite parmi les jeunes adultes*, Berne, Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports.
- D'ALELIO Eugenio (1997), « Suisse », in Jean-Yves CAMUS, *Les extrémismes en Europe. De l'Atlantique à l'Oural*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube (version en ligne consultée : [www.col.fr/cera](http://www.col.fr/cera)).
- DÉZÉ Alexandre (2004a), Le « populisme ou l'introuvable Cendrillon. A propos de quelques ouvrages récents », *Revue française de science politique*, vol. 54, n°1, p. 179-190.
- DÉZÉ Alexandre (2004b), « Between adaptation, differentiation and distinction : extreme right parties within democratic political systems », in Roger EATWELL, Cas MUDDE (eds.), *Western Democracies and the New Extreme Right Challenge*, London, Routledge, 2004, p. 119-140.
- DONEGANI Jean-Marie (1979), « Itinéraire politique et cheminement religieux. L'exemple des catholiques militant au parti socialiste », *Revue française de science politique*, vol. 29, n°4-5, p. 693-738.
- DURET Pascal (2004), *Les larmes de Marianne. Comment devient-on électeur du FN*, Paris, Armand Colin.
- EATWELL Roger, MUDDE Cas (eds) (2004a), *Western Democracies and the New Extreme Right Challenge*, London, Routledge.
- EATWELL Roger, MUDDE Cas (2004b), « Preface », in Roger EATWELL, Cas MUDDE (eds), *Western Democracies and the New Extreme Right Challenge*, London, Routledge, p. x-xv.
- EBEL Marianne, FIALA Pierre (1983), *Sous le consensus la xénophobie. Paroles, arguments, contextes (1961-1981)*, Lausanne, Institut de science politique (Mémoires et Documents no 16).
- EVANS, Jocelyn A. J., IVALDI Gilles (2002), « Les dynamiques électorales des extrêmes droites européennes », *Revue politique et parlementaire*, n°1019, p. 67-83.
- FILLIEULE Olivier (2001), « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement politique », *Revue française de science politique*, vol. 51, n°1-2, p. 199-215.
- FILLIEULE Olivier (dir.) (2004), *Le désengagement politique*, Paris Belin (à paraître).
- FILLIEULE Olivier, MAYER Nonna (dir.) (2001), « Devenirs militants », *Revue française de science politique*, vol. 51, n°1-2, p. 19-215.
- FRISCHKNECHT Jürg (1991), « Schweiz wir kommen ». *Die neue Fröntler und Rassisten*, Zurich, Limmat.
- GARDBERG Annvi (1993), *A Comparative Study of the Ideologies of the Ny Demokrati, the Republikaner, the Front national and the Vlaams Blok*, Helsingfors, Universitetsstryckeriet.
- GAXIE Daniel, (1977), « Economie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, vol. 27, n° 1, p. 123-154.
- GAXIE Daniel, (1978), *Le cens caché*, Paris, Editions du Seuil.
- GAXIE Daniel (2002), « Appréhension du politique et mobilisations des expériences sociales », *Revue française de science politique*, vol. 52, n°2-3, p. 145-178.
- GENTILE Pierre (1996), « Les trajectoires de la droite radicale, 1984-1993 », *Etudes et recherches*, n°33, Université Genève, Département de science politique.

- GENTILE Pierre, KRIESI Hanspeter (1998), « Contemporary Radical Right Parties in Switzerland : History of a Divided Family », in Hans-Georg BETZ, Stefan IMMERSFALL (eds), *The New Politics of the Right. Neo-Populist Parties and Movements in Established Democracies*, New York, St. Martin's Press, p. 125-142.
- GESER H. et al. (1994), *Die Schweizer Lokalparteien*, Zürich, Seismo.
- GFS-FORSCHUNGSINSTITUT (2000), *Einstellungen der SchweizerInnen gegenüber Jüdinnen und Juden und dem Holocaust*, Bern, GFS.
- GIROD Michaël (2001), *L'Union démocratique du centre. Trois raisons d'un succès*, Lausanne, Institut d'histoire économique et sociale (mémoire de DEA).
- GIROD Michaël (2004), « L'Union démocratique du Centre : les raisons d'un succès », in Pierre BLAISE, Patrick MOREAU (dir.), *Extrême droite et national-populisme en Europe de l'Ouest*, Bruxelles, éditions du CRISP, p. 413-442.
- GIUGNI Marco et PASSY Florence (2002), « Cleavages, Opportunities and Citizenship : Political Claim-making by the Extreme Right in France and Switzerland » (sources : <http://www.unil.ch/iepi>).
- GOTTRAUX Philippe (2000), « La modernité archaïque du populisme libéral-xénophobe en Suisse », *Mouvements*, n°8, p.130-134.
- GOTTRAUX Philippe (2002), « *Socialisme ou Barbarie* ». *Un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Lausanne, Payot, [1997].
- GRÜNBERG Karl, ISLER Joëlle et WEILL-LEVY Anne (1999), *Suisse : un essai sur le racisme d'Etat*, Lausanne, Cora.
- HAINSWORTH Paul (ed.) (2000), *The Politics of the Extreme Right : From the Margins to the Mainstream*, London, Pinter.
- HARDMEIER S. et al. (hrsg.) (2000), *Am Anfang war die Anfrage. Karriereverläufe und Aufstiegsmuster von Berner Grossrätinnen und Grossräten*, Bern, Kantonale Fachstelle für die Gleichstellung von Frauen und Männern.
- HELMS Ludger (1997), « Right-Wing Populist Parties in Austria and Switzerland : A Comparative Analysis of Electoral Support and Conditions of Success », *West European Politics*, vol. 20, n°2, p. 37-52.
- HIRSCHMAN Albert O., (1983), *Bonheur privé, action publique*, Paris, Fayard.
- HOFFMANN-NOWOTNY Hans-Joachim (eds) (2001), *Das Fremde in der Schweiz : Ergebnisse soziologischer Forschung*, Zürich, Seismo.
- HOFFMANN-NOWOTNY Hans-Joachim, BOESCH Andi et al. (1997), *Das « Fremde » in der Schweiz. 1968 und 1995. Eine Replikationsstudie*, Zürich.
- HUG Simon, SCIARINI Pascal (dir.) (2002), *Changements de valeurs et nouveaux clivages politiques en Suisse*, Paris, L'Harmattan.
- HUGHES Everett C., (1958), *Men and their Work*, New York, The Free Press of Glencoe.
- HUSBANDS Christopher T. (1981), « Contemporary Right-Wing Extremism in Western European Democracies : A Review Article », *European Journal of Political Research*, vol. 9, n°1, p. 75-99.
- HUSBANDS Christopher T. (2000), « Switzerland : Right-Wing and Xenophobic Parties, from Margin to Mainstream ? », *Parliamentary Affairs*, vol. 53, n°3, p. 501-516.
- HUSBANDS Christopher T. (2002), « How to tame the Dragon, or What goes around comes around : a Critical Review of Some Major Contemporary Attempts to account for Extreme-Right Racist Politics in Western Europe », in Martin A. SCHAIN, Aristide ZOLBERG, Patrick HOSSAY (eds), *Shadows over Europe : The Development and Impact of the Extreme Right in Western Europe*, New York, Palgrave Macmillan, p. 39-59.
- IGNAZI Piero (1992), « The Silent-Counter Revolution. Hypotheses on the Emergence of Extreme-Right-Wing Parties in Europe », *European Journal of Political Research*, vol. 22, n°1, p. 3-34.
- IGNAZI Piero (1994), *L'estrema Destra in Europa*, Bologna, Il Mulino.
- IGNAZI Piero (1998), *Il Polo escluso. Profilo del Movimento sociale italiano*. Bologna, Il Mulino, [1989].
- IGNAZI Piero (2003), *Extreme Right Parties in Western Europe*, Oxford, Oxford University Press.
- IVALDI Gilles (1994), *Les cultures politiques des sympathisants et adhérents du Front national : enquêtes dans le département de l'Isère*, thèse de doctorat en science politique, Université de Grenoble II.
- IVALDI Gilles (1999), « L'extrême droite ou la crise des systèmes de partis », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 6, n°1, p. 201-246.
- IVALDI Gilles (2001), « L'analyse comparée des soutiens électoraux du national-populisme en Europe occidentale. Apports et limites des grands programmes d'enquêtes transnationales (1990-1998) », in

- Pascal PERRINEAU (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, p. 53-71.
- IVALDI Gilles, SWINGEDOUW Marc (2001), « The Extreme-Right Utopia in Belgium and France. The ideology of the Flemish Vlaams Blok and the French Front national », *West European Politics*, vol. 24, n°3, p. 1-22.
- JOLY Raymond (dir.) (1991), *Virage à droite. Deux ans sous le capot du Parti des automobilistes*, Lausanne, Edition d'en Bas.
- KAUFMANN Jean-Claude, (1994), « Rôle et identité : l'exemple de l'entrée en couple », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 97, p. 301-328.
- KITSCHOLT Herbert, McGANN Anthony (1995), *The Radical Right in Western Europe. A comparative Analysis*, Michigan, University of Michigan Press.
- KITSCHOLT, Herbert et McGANN Anthony J. (2003), « Die Dynamik der Schweizerischen Neuen Rechten in komparativer Perspektive: Die Alpenrepubliken », in Pascal SCIARINI, Sybille HARDMEIER et Adrien VATTER (eds), *Schweizer Wahlen 1999/ Elections fédérales 1999*, Berne, Haupt, p. 183-216.
- KLANDERMANS Bert, MAYER Nonna (2001), « Militer à l'extrême droite », in Pascal PERRINEAU (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, p. 147-162.
- KLANDERMANS Bert, MAYER Nonna (eds) (2004), *Extreme Right Activists in Europe*, London, Routledge (à paraître).
- KOBI Sylvia (1996), « A propos de l'idéologie et du vote national-populiste. L'intolérance vis-à-vis de l'autre gagne-t-elle du terrain ? », in Hans-Rudolf WICKER, Jean-Luc ALBER (eds), *Das Fremde in der Gesellschaft : Migration, Ethnizität und Staat / L'altérité dans la société : migration, ethnicité, Etat*, Zurich, Seismo.
- KOBI Sylvia (2000), *Des citoyens suisses contre l'élite politique. Le cas des votations fédérales, 1979-1995*, Paris, L'Harmattan.
- KOOPMANS Ruud (1996), « Explaining the Rise of Racist and Extreme Right Violence in Western Europe : Grievances or Opportunities ? », *European Journal of Political Research*, vol. 30, n°2, p. 185-216.
- KOOPMANS Ruud and KRIESI Hanspeter (1998), « Citoyenneté, identité nationale et mobilisation de l'extrême droite. Une comparaison entre la France, l'Allemagne, Les Pays-Bas et la Suisse », in Pierre BIRNBAUM (dir.), *Sociologie des nationalismes*, Paris, PUF, p. 295-324.
- KOOPMANS Ruud et STATHAM Paul (1999), « Ethnic and Civic Conceptions of Nationhood and the Differential Success of Extreme Right in Germany and Italy », in Marco GUIGNI, Doug Mc ADAM and Charles TILLY (eds), *How Social Movements Matter*, Minneapolis, University of Minnesota Press, p. 225-251.
- KORNHAUSER William (1959), *The Politics of Mass Society*, New York, The Free Press.
- KRIESI Hanspeter (1998a), *Le système politique suisse*, Paris, Economica.
- KRIESI Hanspeter (1999a), « Introduction : State Formation and Nation Building in the Swiss Case » in Hanspeter KRIESI et al. (eds), *Nation and National Identity. The European Experience in Perspective*, Chür/Zürich, Rüegger, p. 13-30.
- KRIESI Hanspeter (1999b), « Movements of the Left. Movements of the Right: Putting the Mobilization of Two New Types of Social Movements into Political Context » in Herbert KITSCHOLT et al. (eds), *Continuity and Change in Contemporary Capitalism*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 398-423.
- KRIESI Hanspeter (2002), « Politische Folgen nationaler Identität. Das Beispiel der Eidgenössischen Wahlen von 1999 » in Catherine BOSSHART-PFLUGER, Joseph JUNG, Franziska METZGER (Hg.), *Nation und Nationalismus in Europa. Kulturelle Konstruktion von Identitäten. Festschrift für Altermatt*, Frauenfeld, Huber & Co., p. 565-587.
- KRIESI Hanspeter, LINDER Wolf et KLOETI Ulrich (eds) (1998), *Schweizer Wahlen 1995*, Berne, Haupt.
- LACROIX Bernard (1985), « Ordre politique et ordre social. Objectivisme, objectivation et analyse politique », in Madeleine GRAWITZ, Jean LECA (dir.), *Traité de science politique*, Paris, PUF, t. 1, p. 469-565.
- LADNER Andreas (1991), *Politische Gemeinden, kommunale Parteien und Lokale Politik. Eine empirische Untersuchung in den Gemeinden der Schweiz*, Zürich, Seismo.
- LADNER Andreas (1997), « Die Schweizer Lokalparteien. Eckpfeiler der politischen Stabilität », *Schweizerische Zeitschrift für Soziologie*, vol. 23, n°1, p. 165-93.

- LADNER Andreas (1999), « Das Schweizer Parteiensystem und seine Parteien », in Klöti ULRICH et al. (ed) (1999), *Handbuch der Schweizer Politik*, Berne, Haupt, pp.213-260.
- LAFONT Valérie (2001a), « Les jeunes militants du Front national : trois modèles d'engagement et de cheminement », *Revue française de science politique*, vol. 51, n°1-2, p. 175-198.
- LAFONT Valérie (2001b), « Lutter contre l'immigration et s'engager au Front national », in Pascal PERRINEAU (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, p. 163-183.
- LAHIRE Bernard, (1998), *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris, Nathan.
- LAHIRE Bernard, (2003), *Portraits sociologiques*, Paris, Nathan.
- LIPSET S.M. (1994), *Political Man. The Social Bases of Politics* Expanded Edition, Baltimore, Johns Hopkins University Press [1960].
- LONGCHAMP Claude et HARDMEIER Sybille (1992), *Analyse des élections au Conseil national 1991*, Gfs/Université de Berne.
- LUBBERS Marcel, GIJSBERTS Mérove, SCHEEPERS Peer (2002), « Extreme Right-Wing Voting in Western Europe », *European Journal of Political Research*, vol. 41, n°3, p. 345-378.
- MATTIOLI Aram (ed.) (1998), *Antisemitismus in der Schweiz 1848-1960*, Zurich, Orell Füssli.
- MAYER Nonna (2002), *Ces Français qui votent Le Pen*, Paris, Flammarion.
- MAYER Nonna, PERRINEAU Pascal (dir.) (1996), *Le Front national à découvert*, Paris, Presses de Sciences Po, [1989].
- MAZZOLENI Oscar (1995), « Identità e modernizzazione. Una Lega nella Svizzera italiana » (1993), in Aldo BONOMI, Pier Paolo POGGIO (eds), *Ethnos e demos. Dal leghismo al neopopulismo*, Milano, Mimesis, p. 255-274.
- MAZZOLENI Oscar (1999), « La Lega dei Ticinesi. Vers l'intégration ? », *Revue suisse de science politique*, vol. 5, n°3, p. 79-95.
- MAZZOLENI Oscar (2003a), *Nationalisme et populisme en Suisse*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes.
- MAZZOLENI Oscar (2003b), « Unité et diversité des "national-populismes" suisses : l'Union démocratique du centre et la Lega dei Ticinesi », in Olivier IHL, Janine CHENE, Eric VIAL, Ghislain WATERLOT (dir.), *La tentation populiste au cœur de l'Europe*, Paris, La découverte, p. 184-197.
- MAZZOLENI Oscar, SCHRIBER Martina (2000), *Diventare parlamentari. Le elezioni del Gran consiglio ticinese nella seconda metà degli anni '90*, Bellinzona, Ufficio di Statistica.
- MEAD George H., *L'esprit, le soi et la société*, Paris, PUF, 1963 [1<sup>ère</sup> édition : *Mind, Self and Society from the Standpoint of a Social Behaviorist*, Chicago, Chicago University Press, 1934].
- MELICH Anna (ed.) (1991), *Les valeurs des Suisses*, Bern, Lang.
- MERKL Peter, WEINBERG Leonard (eds) (1997), *The Revival of Right-Wing Extremism in the Nineties*, Londres, Franck Cass.
- MERKL Peter, WEINBERG Leonard (eds) (2003), *Right-Wing Extremism in the Twenty-First Century*, London, Portland, Frank Cass.
- MILZA Pierre (2002), *L'Europe en chemise noire. Les extrêmes droites européennes de 1945 à nos jours*, Paris, Fayard.
- MINKENBERG Michael (1998), *Die Neue Radikale Rechte im Vergleich*, Opladen, Westdeutscher Verlag.
- MINKENBERG Michael (2001), « La nouvelle droite radicale, ses électeurs et ses milieux partisans : vote protestataire, phénomène xénophobe ou *modernization losers* ? », in Pascal PERRINEAU (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, p. 385-406.
- MUDDE Cas (1996), « The War of Words : Defining the Extreme Right Party Family », *West European Politics*, vol. 19, n°2, p. 225-248.
- MUDDE Cas (2000), *The Ideology of the Extreme Right*, London, Routledge.
- NEF Rolf (1997), « Die Ausländer » im Bild der schweizerischen Bevölkerung Zürich et Berne, UNIVOX.
- ORFALI Birgita (1990), *L'adhésion au Front national. De la minorité active au mouvement social*, Paris, Kimé.
- ORFALI Birgita, (1996) « Le droit chemin ou les mécanismes de l'adhésion politique », in Nonna MAYER, Pascal PERRINEAU (dir.), *Le Front national à découvert*, Paris, Presses de Sciences Po.
- ORFALI Birgita (2001), « L'adhésion paradoxale : juifs, Antillais et ouvriers membres du Front national », in Pascal PERRINEAU (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, p. 185-197.
- PAPADOPOULOS Yannis (1991), « Quel rôle pour les petits partis dans la démocratie directe ? », *Annuaire suisse de science politique*, vol. 31, p. 131-150.

- PAPADOPOULOS Yannis (2000), « National-populism in Western Europe : An Ambivalent Phenomenon », IEPI, Université de Lausanne, (sources : [www.unil.ch/iepi](http://www.unil.ch/iepi)).
- PENEFF Jacques (1979), « Autobiographies de militants ouvriers », *Revue française de science politique*, vol. 29, n°1, p. 53-82.
- PENNETIER Claude, PUDAL Bernard (2000), « Evolution des méthodes d'analyse du militant ouvrier, archétype du militant », in José GOTOVITCH et Anne MORELLI (dir.), *Militantismes et militants*, Bruxelles, EVO.
- PERRINEAU Pascal (1997), *Le symptôme Le Pen*, Paris, Fayard.
- POIRIER Philippe (2002), *Les droites « extrêmes » en Europe. Histoire et identité(s) politique(s)*, thèse de doctorat en science politique, Université de Rennes I.
- PUDAL Bernard (1989), *Prendre parti. Pour une socio-histoire du PCF*, Paris, Presses de la FNSP.
- ROUSSEL Violaine (2003a), « Labels politiques et construction de l'identité militante : le cas du Front national », in Michel DOBRY (dir.), *La mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, p. 237-277.
- ROUSSEL Violaine (2003b), « Les logiques plurielles de l'engagement au Front national », *Contretemps*, n°8, p. 77-85.
- SAINT-OUEN François (1986), « Vers une remontée du national-populisme en Suisse ? Le cas des vigilants genevois », *Annuaire suisse de science politique*, vol. 26, p. 211-224.
- SCHAIN Martin A., « L'impact du Front national sur le système politique français », in Pascal PERRINEAU (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, p. 287-302.
- SCHAIN Martin A., ZOLBERG Aristide, HOSSAY Patrick (eds) (2002), *Shadows over Europe : The Development and Impact of the Extreme Right in Western Europe*, New York, Palgrave Macmillan.
- SCIARINI Pascal, HARDMEIER Sybille et VATTER Adrian (eds) (2003), *Schweizer Wahlen 1999/Elections fédérales 1999*, Berne, Haupt.
- SKENDEROVIC Damir (2001), « The Swiss Radical Right in Perspective : A Reevaluation of Success Conditions in Switzerland », 29<sup>th</sup> ECPR Joint Sessions of Workshops, Grenoble, 6-11 avril, 27 p.
- STRAUSS Anselme. L., (1992) *Miroirs et masques. Une introduction à l'interactionnisme*, Paris, Métailié, [1<sup>ère</sup> édition *Mirrors and Masks : The Search for Identity*, The Free Press of Glencoe, 1959].
- STRAUSS Anselme. L., (1993), *Continual Permutations of Action*, New York, Aldine de Gruyter.
- TARCHI Marco (1997), *Dal MSI ad AN. Organizzazione e strategia*, Bologna, Il Mulino.
- TRESCH Anke (2000), *Le divage entre perdants et gagnants et le vote pour l'Union démocratique du centre. Une analyse des élections au Conseil national de 1999*, Genève, Département de science politique (mémoire de licence).
- TRISTAN Anne (1987), *Au Front*, Paris, Gallimard.
- VEUGELERS John W.P. (1999), « Challenge for Political Sociology : The Rise of Far-Right Parties in Contemporary Western Europe », *Current Sociology*, vol. 47, n°4, p. 78-105.
- Von BEYME Klaus (1988), « Right-Wing Extremism in Post-War Europe », *West European Politics*, vol. 11, n°2, p. 1-18.
- WINDISCH Uli (2002), *Suisse-immigrés : quarante ans de débats 1960-2001*, Lausanne, L'Age d'Homme.
- ZELIG Yves Marie, *Retour du Front. A la rencontre des enfants de Jeanne d'Arc et de Jean-Marie Le Pen*, Paris, Barrault, 1985.

**Tableau 1 : Résultats des principaux partis la droite radicale et populiste suisse aux élections nationales (1979-2003, en %)**

	1979	1983	1987	1991	1995	1999	2003
Union démocratique du Centre	11.6	11.1	11.0	11.9	14.9	22.5	26.7
Parti des Automobilistes / Parti suisse de la Liberté	-	-	2.6	5.1	4.0	0.9	0.2
Action nationale/ Démocrates Suisses	1.3	2.9	2.5	3.3	3.1	1.8	1.0
Républicains et Vigilants	0.6	0.5	0.3	0.1	-	-	-
Ligue du Tessin	-	-	-	1.4	0.9	0.9	0.4